

**CONDITIONS
GÉNÉRALES DE VENTE
EN LIGNE
APPLICATION MOBILE
LUNII**

(Version applicable au 01 janvier 2022)

Les présentes conditions générales de vente (ci-après désignées les « **CGV** ») sont proposées par Lunii (ci-après désigné la « **Société** »), société par actions simplifiée au capital de 11 415 euros, dont le siège social est 166 boulevard Voltaire, 75011, Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 802 801 472 et représentée par Madame Maëlle Chassard, en sa qualité de président.

La Société est propriétaire et éditeur de l'application mobile Lunii (ci-après désignés **la « Plateforme »**).

La Plateforme est éditée par la Société. Elle est hébergée par Google Firebase dont le siège social est situé à 22 4th Street Suite 1000, San Francisco, California 94103, Etats-Unis d'Amérique.

La directrice de la publication est Madame Maëlle Chassard.

Les présentes Conditions Générales de Vente définissent le cadre légal des relations s'établissant entre la Société et ses clients (ci-après dénommés les « **Clients** »). La Société et le Client étant également ci-après dénommés conjointement les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

Avant toute utilisation de la Plateforme, le Client doit s'assurer qu'il dispose des moyens techniques et informatiques lui permettant d'accéder et d'utiliser de manière sécurisée la Plateforme et de commander les produits proposés par la Société via la Plateforme. Le client doit également s'assurer que la configuration informatique de son matériel/équipement est en bon état et ne contient pas de virus.

Il est possible de contacter la Société à l'adresse indiquée en tête des présentes, ou encore en utilisant le formulaire de contact à l'adresse suivante <https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new>

Chaque utilisateur doit se reporter à la version la plus récente de ces conditions, disponible à l'adresse suivante : <https://lunii.com/fr-fr/mentions-legales/>

ARTICLE 1 : APPLICATION ET OPPOSABILITE DES CGV

La Société développe et commercialise une application mobile dénommée « Lunii » proposant la vente d'histoires audio téléchargeables (ci-après dénommées ensemble « les **Produits** ») à destination des enfants, afin de développer l'imaginaire, la culture et le vocabulaire. Cette application est téléchargeable en ligne sur les plateformes de téléchargement d'applications mobiles. Ces histoires sont éditées par la Société et/ou ses filiales. Leur écoute est restreinte via le produit "Ma Fabrique à Histoires", un conteur d'histoires interactif commercialisé par la société Lunii SAS.

Cette application est téléchargeable gratuitement en ligne sur les plateformes de téléchargement d'applications (Google Play / App Store).

Afin d'utiliser la Plateforme et d'accéder au Contenu, Produits le Client doit (1) satisfaire aux exigences relatives à l'âge : Doit être âgé d'au moins 18 ans, 13 ans en ayant l'accord d'un

parent ou tuteur, (2) avoir la capacité de conclure un contrat ayant force exécutoire avec la Société et ne pas être interdit de le faire en vertu de toute législation applicable, et (3) être résident d'un pays où la Plateforme est disponible.

Le Client s'engage également à ce que toute information d'inscription qui sera transmise à la Société soit exacte, fidèle et exhaustive, et de faire en sorte que cela soit le cas à tout moment.

Les présentes CGV ont pour objet de définir l'ensemble des conditions selon lesquelles la Société commercialise ses Produits tels que proposés à la vente sur la Plateforme aux clients. Elles s'appliquent donc à toute Commande (ci-après désignée la « **Commande** ») de Produits passée sur la Plateforme par le Client.

Le Client déclare avoir pris connaissance et accepté les présentes CGV avant la passation de sa Commande.

La validation de la Commande vaut donc acceptation des présentes CGV. Celles-ci sont régulièrement mises à jour, les CGV applicables sont celles en vigueur sur le Site à la date de passation de la Commande. Le Client sera tenu informé des modifications relatives aux CGV par tous moyens.

Toute condition contraire posée par le Client serait donc, à défaut d'acceptation expresse, inopposable à la Société quel que soit le moment où elle aura pu être portée à sa connaissance.

Le fait que la Société ne se prévale pas à un moment donné d'une quelconque disposition des présentes CGV, ne peut être interprété comme valant renonciation à se prévaloir ultérieurement d'une quelconque disposition desdites CGV.

La Plateforme et ses Services sont accessibles à tout Client disposant d'un accès à internet. Tous les coûts afférents à l'accès de la Plateforme, que ce soit les frais matériels, logiciels ou d'accès à internet sont exclusivement à la charge du Client.

L'accès à la Plateforme ou ses Services peut être limité à un nombre maximum d'accès et/ou une durée déterminée dans une période de temps définie.

La Société se réserve le droit de créer toutes les fonctionnalités qu'elle jugera utile.

ARTICLE 2 : ENTRÉE EN VIGUEUR - DURÉE

Les présentes CGV sont applicables pendant toute la durée de la navigation et d'accès à la Plateforme.

La Société se réserve le droit de modifier les présentes CGV à tout moment. A moins que les amendements ne soient dus à des obligations juridiques ou administratives, le Client disposera d'un préavis raisonnable avant la mise en application des CGV mises à jour.

Toute modification prendra effet à compter de leur publication. Le Client accepte d'être averti des CGV mises à jour par leur publication sur la Plateforme.

En continuant d'utiliser la Plateforme ou en y accédant après la date de prise d'effet des CGV mises à jour, le Client déclare avoir pris connaissance des mises à jour et accepte toutes les modifications qui y sont apportées. Les présentes CGV régissent les éventuels conflits qui pourraient survenir avant la date de prise d'effet des CGV mises à jour. La dernière version des CGV disponible en ligne sur la Plateforme prévaudra, le cas échéant, sur toute autre version des présentes CGV.

ARTICLE 3 : ACCÈS À LA PLATEFORME - CRÉATION D'UN COMPTE - COMMANDE DE PRODUITS

3.1 Pour accéder à l'ensemble des fonctionnalités de la Plateforme, le Client doit disposer d'un Compte. Lorsqu'il possède un compte Luniistore (ou compte Lunii), l'Utilisateur accédera aux fonctionnalités de la Plateforme à l'aide des identifiants de son compte Luniistore. A défaut, le Client doit créer un Compte, qui sera automatiquement associé à son compte Luniistore.

L'achat ainsi que la gestion de son Compte sur la Plateforme sont subordonnées à l'inscription sur la Plateforme.

Lors de chaque achat sur la Plateforme, le Client doit systématiquement saisir ses identifiants qu'il doit garder secrets.

Ces identifiants sont intransmissibles et à usage strictement personnel. Le Client doit s'assurer que ses identifiants ne sont pas utilisés ou susceptibles d'être utilisés par des tiers. A ce titre, il s'engage à conserver les différents éléments composant ses identifiants de manière séparée.

En créant un Compte, le Client garantit qu'il protégera les renseignements relatifs à son Compte et sera entièrement responsable de toute utilisation de son Compte par lui-même ou par un tiers.

Le Client doit informer la Société de toute perte de ses identifiants et mot de passe sans délai. Une fois informé, la Société lui en communiquera de nouveaux.

Le Client doit, lors de son inscription, obligatoirement renseigner les informations suivantes :

- Adresse e-mail ;
- Mot de passe.

Afin de valider son inscription, le Client doit cocher la case comportant la mention « J'accepte sans réserve les Conditions Générales d'Utilisation et de Vente » ou une mention similaire ainsi que la case comportant la mention « J'accepte la politique de confidentialité ». Cette obligation s'applique également au Client qui accède aux fonctionnalités de la Plateforme à l'aide des identifiants associés à son compte Luniistore déjà créé auparavant.

La Société est susceptible de demander certaines informations complémentaires afin d'attester de la réalité de l'identité du Client. En acceptant les présentes CGV, les Clients acceptent de transmettre l'ensemble des informations susvisées à la première demande de la Société. A

défaut, les Services ne seront pas accessibles. Une fois ces informations renseignées, le Client recevra un courrier électronique lui demandant de valider son inscription. Une fois son Compte définitivement validé et afin de compléter son profil, le Client peut être invité à transmettre les informations relatives à son nom et à son prénom. Le Client s'engage à fournir des informations personnelles exactes et conformes à la réalité et à les mettre à jour systématiquement, par l'intermédiaire de son profil ou en en avertissant la Société, afin d'en garantir la pertinence et l'exactitude tout au long de l'utilisation de la Plateforme. Le Client s'engage à ne pas créer ou utiliser, sous sa propre identité ou celle d'un tiers, d'autres Comptes que celui initialement créé.

En cas de méconnaissance des dispositions des présentes CGV, la Société se réserve le droit de modifier ou résilier l'accès à la Plateforme à tout moment, sans préavis et sans responsabilité envers le Client. La Société se réserve également le droit de supprimer un Contenu quel qu'il soit de la Plateforme, pour quelque raison que ce soit et sans avis préalable. Il se peut toutefois que le Contenu supprimé soit conservé par la Société dans le cadre du respect de certaines obligations légales.

3.2 Les Produits proposés à la vente sont décrits et présentés avec la plus grande exactitude possible.

La Société se réserve le droit de corriger le contenu de la Plateforme, notamment pour s'adapter aux évolutions de la Plateforme et de l'activité de la Société par la mise à disposition de nouveaux Produits, la suppression ou la modification de Produits existants.

Le Client sélectionne le ou les Produits qu'il souhaite acheter, et peut accéder à tout moment au récapitulatif de sa Commande.

Le récapitulatif de la Commande présente la liste du ou des Produits que le Client a sélectionnés, ainsi que des éventuels frais annexes venant s'ajouter au prix de la Commande. Le Client a la possibilité de modifier sa Commande et de corriger d'éventuelles erreurs avant de procéder à l'acceptation de sa Commande.

Après avoir accédé au récapitulatif de sa Commande, le Client introduit ses coordonnées bancaires et confirme l'acceptation de sa Commande en cochant la case de validation des CGV, puis en cliquant sur l'icône de validation de la Commande. La mention « Commande avec obligation de paiement » ou une formule analogue dénuée de toute ambiguïté figure à côté de l'icône de validation de la Commande afin de s'assurer que le Client reconnaît explicitement son obligation de paiement de la Commande.

Dans le cadre d'une Commande comprenant l'achat d'histoire audio, le Client doit également cliquer sur la case « J'accepte que mon droit de rétraction légal prenne fin dans 14 jours ou dès que je commence le téléchargement du premier titre de cette commande sur Ma Fabrique à Histoires, selon ce qui se produit en premier ». Le Client reconnaît explicitement avoir renoncé à ce droit en cas de téléchargement d'histoires audio sur « Ma Fabrique à Histoires ».

Après acceptation des CGV et validation de la Commande avec obligation de paiement, le contrat est valablement conclu entre la Société et le Client et les engage de manière irrévocable. La Société lui envoie alors une confirmation de Commande par courrier électronique, reprenant les éléments du récapitulatif de sa Commande.

Après avoir validé ses coordonnées de livraison et de facturation, le Client procède au paiement de sa Commande selon les modalités précisées à l'article 4 des présentes CGV.

ARTICLE 4 : TARIERS – CONDITIONS DE RÈGLEMENT DE LA COMMANDE

4.1 Les prix sont mentionnés sur la Plateforme dans les descriptifs des différents Produits disponibles, en euros toutes taxes comprises.

Les prix comprennent la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicable au jour de la Commande. Tout changement du taux de TVA applicable sera automatiquement répercuté sur le prix des Produits proposés à la vente sur le Site hors participation aux frais d'expédition, lesquels sont facturés en supplément.

Les prix de vente des Produits peuvent être modifiés par la Société à tout moment. Les prix applicables à une Commande sont ceux indiqués au Client lors du récapitulatif précédant la conclusion de la Commande par le Client.

Tant que les Produits et leurs prix sont visibles sur la Plateforme, les Produits sont considérés comme disponibles.

En cas d'indisponibilité d'un Produit commandé, le Client en est informé par courrier électronique. Il peut à tout moment se rétracter et obtenir le remboursement des sommes versées.

Le montant total de la Commande est indiqué dans le récapitulatif de la Commande, avant que le Client n'accepte les présentes CGV, valide sa Commande, renseigne et valide ses coordonnées de livraison et de facturation et procède au paiement. Ce montant total est indiqué en toutes taxes comprises.

La Commande des Produits sur la Plateforme est payable en euros. La totalité du paiement doit être réalisée au jour de la Commande par le Client, par carte bancaire sauf conditions particulières de vente acceptées expressément par le Client et la Société.

La Société n'est d'aucune manière un établissement bancaire et l'ensemble des prestations d'encaissement sont assurées par la société Stripe, partenaire agréé et spécialisé dans la sécurisation de paiement en ligne. La Société invite en conséquence les Clients à prendre connaissance de leurs conditions générales de vente. Il appartient aux Clients de vérifier l'adéquation des services à leurs besoins.

Les transactions effectuées par leur biais sont sécurisées selon un procédé de cryptage SSL et ce afin de renforcer l'ensemble des procédés de brouillage et de cryptage en optimisant la

protection de toutes les données personnelles liées à ce moyen de paiement.

Les informations bancaires sont directement communiquées au prestataire de paiement sécurisé. La Société n'a jamais accès aux informations confidentielles relatives aux moyens de paiement.

Toutefois, la Société est susceptible de demander certaines informations afin d'attester de la réalité de l'identité du Client. En acceptant les présentes CGV, le Client accepte de transmettre l'ensemble des informations demandées.

4.2 Le Client garantit à la Société qu'il dispose des autorisations nécessaires pour utiliser le mode de paiement, lors de la passation de la Commande. L'archivage des communications, des bons de Commande et des factures est effectué sur un support fiable et durable. Elles pourront être produites à titre de preuve du contrat, le cas échéant.

La Société se réserve le droit de suspendre ou d'annuler toute exécution d'une Commande, quels que soient sa nature et son niveau d'exécution, en cas de défaut de paiement ou de paiement partiel de toute somme qui serait due par le Client à la Société, en cas d'incident de paiement, ou en cas de fraude ou tentative de fraude relative à l'utilisation de la Plateforme et au paiement d'une Commande.

ARTICLE 5 : LIVRAISON

Une fois la prestation exécutée, la Société transmettra au Client le résultat de la prestation. Le Produit sera livré et possible par voie de téléchargement sur l'application pour ordinateur le Luniistore via le compte Luniistore du Client ou tout autre support choisi par la Société. Aucune écoute ou téléchargement de la Commande ne sera possible sur la Plateforme.

Si le Client se trouve dans l'impossibilité de télécharger le fichier, il devra impérativement signaler cette difficulté par e-mail à la Société.

Les Produits proposés par la Société ne sont ni repris, ni échangés lorsqu'ils ont été téléchargés sur « Ma Fabrique à Histoire » par le Client, sauf en cas d'erreur imputable à la Société, notamment en cas de livraison de Produits ne correspondant pas à la Commande du Client.

ARTICLE 6 : SERVICE CLIENT

Pour toute demande d'informations, de précisions ou pour toute réclamation, le Client doit contacter, en priorité, le Service Client de la Plateforme, afin de permettre à ce dernier de tenter de trouver une solution au problème.

Le Service Client est accessible du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures (UTC+2h) en utilisant le formulaire de contact à l'adresse suivante :

<https://support.lunii.com/hc/fr/requests/new>

ARTICLE 7 : GARANTIES LÉGALES

Tous les Produits proposés par la Société sont soumis à la garantie légale de conformité prévue par la loi, et notamment les articles L.217-4 et suivants du Code de la consommation, et à la garantie des vices cachés prévue par les articles 1641 et 1648, premier alinéa, du Code Civil.

Article L217-4 du Code de la consommation : « La Société est tenue de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance. Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsque celle-ci a été mise à sa charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité. »

Article L217-5 du Code de la consommation : « Pour être conforme au contrat, le bien doit :

- Être propre à l'usage habituellement attendu d'un bien semblable et, le cas échéant :
- correspondre à la description donnée par la Société et posséder les qualités que celui-ci a présentées au Client sous forme d'échantillon ou de modèle
- présenter les qualités qu'un Client peut légitimement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par la Société, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage
- Ou présenter les caractéristiques définies d'un commun accord par les parties ou être propre à tout usage spécial recherché par le Client, porté à la connaissance de la Société et que ce dernier a accepté. »

Article L217-7 du Code de la consommation : « Les défauts de conformité qui apparaissent dans un délai de vingt-quatre mois à partir de la délivrance du bien sont présumés exister au moment de la délivrance, sauf preuve contraire.

Pour les biens vendus d'occasion, ce délai est fixé à douze mois.

La Société peut combattre cette présomption si celle-ci n'est pas compatible avec la nature du bien ou le défaut de conformité invoqué. »

Article L217-8 du Code de la consommation : « Le Client est en droit d'exiger la conformité du bien au contrat. Il ne peut cependant contester la conformité en invoquant un défaut qu'il connaissait ou ne pouvait ignorer lorsqu'il a contracté. »

Article L217-9 du Code de la consommation : « En cas de défaut de conformité, le Client choisit entre la réparation et le remplacement du bien.

Toutefois, la Société peut ne pas procéder selon le choix de le Client si ce choix entraîne un coût manifestement disproportionné au regard de l'autre modalité, compte tenu de la valeur du bien ou de l'importance du défaut. Il est alors tenu de procéder, sauf impossibilité, selon la modalité non choisie par le Client.

Tout produit réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité bénéficie d'une extension de ladite garantie de six mois.

Dès lors que le consommateur fait le choix de la réparation mais que celle-ci n'est pas mise en œuvre par le Vendeur, le consommateur peut demander le remplacement du bien, qui s'accompagne dans ce cas d'un renouvellement de la garantie légale de conformité. Cette disposition s'applique soit à l'expiration du délai d'un mois prévu au 1° de l'article L. 217-10, soit avant ce délai lorsque la non-réparation résulte d'une décision prise par la Société. »

Article L217-10 du Code de la consommation : « Si la réparation et le remplacement du bien sont impossibles, le Client peut rendre le bien et se faire restituer le prix ou garder le bien et se faire rendre une partie du prix.

La même faculté lui est ouverte :

1° Si la solution demandée, proposée ou convenue en application de l'article L. 217-9 ne peut être mise en œuvre dans le délai d'un mois suivant la réclamation de l'Acheteur ;

2° Ou si cette solution ne peut l'être sans inconvénient majeur pour celui-ci compte tenu de la nature du bien et de l'usage qu'il recherche.

La résolution de la vente ne peut toutefois être prononcée si le défaut de conformité est mineur. »

Article L217-12 du Code de la consommation : « L'action résultant du défaut de conformité se prescrit par deux ans à compter de la délivrance du bien. »

Article L217-16 du Code de la consommation : Lorsque le Client demande à la Société, pendant le cours de la garantie commerciale qui lui a été consentie lors de l'acquisition ou de la réparation d'un bien meuble, une remise en état couverte par la garantie, toute période d'immobilisation d'au moins sept jours vient s'ajouter à la durée de la garantie qui restait à courir. Cette période court à compter de la demande d'intervention du Client ou de la mise à disposition pour réparation du bien en cause, si cette mise à disposition est postérieure à la demande d'intervention. »

Article 1641 du Code civil : « La Société est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage, que le Client ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus. »

Article 1648 alinéa 1er du Code civil : « L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice. »

Si un Client estime avoir reçu un Produit qu'il considère comme défectueux ou non-conforme il devra en informer la Société, par une réclamation écrite au service client à l'adresse électronique suivante aidez-moi@lunii.com en précisant ses coordonnées, la référence du Produit concerné, le problème constaté (erreur de produit, etc.) et le numéro de commande correspondant.

Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la désignation des vices apparents et/ou anomalies constatés. Le Client devra laisser à la Société toute facilité pour procéder à la constatation de ces vices ou non conformités et pour y porter remède le cas échéant. Il s'abstiendra d'intervenir lui-même ou de faire intervenir un tiers à cette fin.

Si les vices et/ou anomalies sont confirmés par la Société, celui-ci adressera alors au Client ses instructions sur la manière de procéder après avoir pris connaissance de la réclamation ainsi formulée et, le cas échéant, procèdera au remplacement du Produit dont la Société aurait été amenée à constater le défaut de conformité, ou la défectuosité.

Dans le cas où l'échange du Produit serait impossible, la Société sera tenue de rembourser le Client dans les trente (30) jours suivant la réception du Produit. Le remboursement s'effectuera sur proposition de la Société par crédit sur le compte bancaire du Client, le Client pouvant opter pour un autre mode de remboursement que celui proposé.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU CLIENT

Le Client s'engage à respecter les termes des présentes CGV.

Le Client s'engage à utiliser la Plateforme de manière conforme aux lois et règlements en vigueur.

Le Client convient qu'il n'utilise la Plateforme que pour son usage personnel, conformément aux présentes CGV. À cet égard, le Client convient de s'abstenir :

- D'utiliser la Plateforme de toute manière illégale, pour toute finalité illégale ou de toute manière incompatible avec ces CGV ;
- De vendre, copier, reproduire, louer, prêter, distribuer, transférer ou concéder sous sous-licence tout ou partie des contenus figurant sur la Plateforme ou de décompiler, désosser, désassembler, modifier, afficher sous forme lisible par le Client, tenter de découvrir tout code source ou utiliser tout logiciel activant ou comprenant tout ou partie de la Plateforme ;
- De tenter d'obtenir l'accès non autorisé au système informatique de la Plateforme ou de se livrer à toute activité perturbante, diminuant la qualité ou interférant avec les performances ou détériorant les fonctionnalités de la Plateforme ;
- D'utiliser la Plateforme à des fins abusives en y introduisant volontairement des virus ou tout autre programme malveillant et de tenter d'accéder de manière non autorisée à la Plateforme ;
- De porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle de la Société et/ou de revendre ou de tenter de revendre les Produits à des tiers ;
- De dénigrer la Plateforme, les Produits ainsi que la Société sur les réseaux sociaux et tout autre moyen de communication.

Si, pour un quelconque motif, la Société considère que le Client ne respecte pas les présentes CGV, la Société peut à tout moment, et à son entière discrétion, supprimer son accès à la Plateforme et prendre toutes mesures incluant toute action judiciaire civile et pénale à son encontre.

ARTICLE 9 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

« Lunii » est une marque déposée auprès de l'INPI sous le n° 4523893.

10.1 L'ensemble des éléments de la Plateforme est protégé par le droit d'auteur, le droit des marques, des dessins et modèles et/ou tous autres droits de propriété intellectuelle. Ces éléments sont la propriété exclusive de la Société. L'ensemble de ces droits est réservé pour le monde entier.

Le nom, les logos, les dessins et modèles, lettres stylisées, marques figuratives, et tous les signes représentés sur la Plateforme sont et demeureront la propriété exclusive de la Société.

Aucun titre ni droit quelconque sur aucun élément ou logiciel ne sera obtenu par téléchargement ou copie d'éléments de la Plateforme. Il est formellement interdit au Client de reproduire (à part pour son utilisation personnelle et non commerciale), publier, éditer, transmettre, distribuer, montrer, enlever, supprimer, ajouter à la Plateforme et aux éléments et logiciels qu'il contient, pas plus que les modifier ou effectuer un quelconque travail en les prenant pour base, ni vendre ou participer à aucune vente en rapport avec la Plateforme, les éléments de la Plateforme ni

aucun logiciel y afférant.

La Société concède au Client une licence non exclusive pour utiliser la Plateforme. Cette licence est strictement personnelle et ne peut en aucun cas être cédée ou transférée à quel que tiers que ce soit. La licence est concédée pour la durée d'utilisation de la Plateforme.

Toute utilisation par le Client des dénominations sociales, marques et signes distincts appartenant à la Société est strictement prohibée sauf en cas d'accord exprès et préalable de celui-ci.

10.2 la Société détient l'ensemble des droits de propriété intellectuelle applicables relatifs aux Produits proposés ou déclare, lorsqu'un tiers en détient la propriété intellectuelle, avoir obtenu de ce tiers le droit de commercialiser ou distribuer les Produits.

À ce titre, le Client ne pourra porter atteinte de quelque manière que ce soit aux Produits et notamment d'utiliser les Produits de manière non-conforme à leur destination et aux conditions fixées par les CGV.

ARTICLE 10 : SECURITE

Le Client s'engage à ne pas porter atteinte à la sécurité de la Plateforme. A cette fin, il s'engage à ne pas procéder à tout accès et/ou maintien frauduleux dans le système d'information de la Plateforme. Le Client ne peut non plus porter atteinte ou entraver le système d'information de la Plateforme. A défaut, la Société pourra prendre à son encontre toute mesure et notamment engager sa responsabilité pénale au titre des articles 323-1 et suivants du Code pénal.

ARTICLE 11 : DISPOSITIONS D'ORDRE TECHNIQUE

Les services liés à l'utilisation de la Plateforme sont fournis en l'état et dans la mesure des disponibilités. La Société ne garantit pas une fourniture sans erreur, sans interruption ponctuelle et sécurisée de la Plateforme. Elle n'est tenue par aucune obligation d'assistance personnalisée notamment technique. Elle décline toute garantie expresse ou implicite notamment concernant la qualité et la compatibilité de la Plateforme à l'utilisation qui en sera faite.

ARTICLE 12 : FORCE MAJEURE

Tout événement en dehors du contrôle de la Société et contre lequel il n'a pu raisonnablement se prémunir constitue un cas de force majeure et suspend à ce titre les obligations des Parties, comme par exemple, sans que cette liste soit limitative : pandémie, une grève ou une panne technique (edf, erdf, des opérateurs de télécommunications, des fournisseurs d'accès Internet ou d'hébergement, des Registrar, etc.), un arrêt de fourniture d'énergie (telle que l'électricité), unedéfaillance du réseau de communication électronique dont dépend la Société et/ou des réseauxqui viendraient s'y substituer.

La Société ne pourra être tenue responsable, ou considérée comme ayant failli à ses obligations prévues dans les présentes CGV, pour toute inexécution liée à un cas de force majeure tel que défini par la loi et la jurisprudence française, à la condition qu'elle le notifie à l'autre Partie d'une part, et qu'elle fasse son possible pour minimiser le préjudice et exécuter au plus vite ses

obligations après cessation du cas de force majeure d'autre part.

Article 13 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le descriptif du cadre légal de collecte, l'utilisation et le traitement par la Société des données personnelles est disponible dans la « Politique de Confidentialité » de la Société disponible à l'adresse suivante : <https://lunii.com/fr-fr/mentions-legales/>

L'Utilisateur reconnaît avoir pris connaissance et accepté la « Politique de Confidentialité » de la Société pour bénéficier des Services proposés par la Société. Conformément à la loi "Informatique et Libertés n°78-17 du 6 Janvier 1978" relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif au données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de modifications, de rectification, et de suppression des données vous concernant en contactant la Société à l'adresse email suivante : mesdonnees@lunii.com

ARTICLE 14 : INTEGRALITE

Les dispositions des présentes CGV expriment l'intégralité de l'accord conclu entre les Clients et la Société. Elles prévalent sur toute proposition, échange de lettres antérieures et postérieures à la conclusion des présentes, ainsi que sur toute autre disposition figurant dans les documents échangés entre les Parties et relatifs à l'objet des CGV, sauf avenant dûment signé par les représentants des deux Parties.

ARTICLE 15 : NON-RENONCIATION

Le fait que l'une des Parties aux présentes CGV n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette Partie découlant de ladite clause.

ARTICLE 16 : NULLITÉ

Si une ou plusieurs dispositions des présentes CGV sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision devenue définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations des présentes CGV garderont toute leur force et leur portée.

Le cas échéant la Société s'engage à supprimer et remplacer immédiatement ladite clause par une clause juridiquement valide.

ARTICLE 17 : TITRES

En cas de difficulté d'interprétation entre le titre et le chapitre de l'un quelconque des articles et l'une quelconque des clauses, les titres seront réputés non-écrits.

ARTICLE 18 : DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

Les présentes CGV sont régies et interprétées conformément au droit français, sans tenir compte des principes de conflits de lois.

En cas de litige susceptible de survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution des présentes ou en relation avec les présentes CGV, les parties s'engagent à faire tous leurs efforts pour résoudre de façon amiable tous les litiges auxquels les présentes CGV peuvent donner lieu.

Ainsi, en cas de litige entre un Utilisateur et la Société, les parties conviennent de négocier de bonne foi le règlement du litige. Si les parties ne parviennent pas à régler le litige après au moins trente (30) jours ouvrés de négociation, l'Utilisateur peut soumettre gratuitement le différend l'opposant à la Société à un médiateur. Il contactera alors le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris (CMAP) en utilisant le formulaire à sa disposition sur le site internet du CMAP (www.cmap.fr), par courrier électronique (consommation@cmap.fr) ou par courrier postal (CMAP – Service Médiation de la consommation, 39, avenue F.D. Roosevelt, 75008 PARIS), en précisant impérativement l'objet du litige et en adressant toutes les pièces du dossier, comme indiqué dans le formulaire de saisine. Tout consommateur qui saisit le CMAP doit pouvoir prouver qu'il a, au préalable, tenté de résoudre son litige directement avec la Société. A défaut, la saisine ne pourra être prise en compte. Les parties au litige restent libres d'accepter ou de refuser le recours à la médiation ainsi que, en cas de recours à la médiation, d'accepter ou de refuser la solution proposée par le médiateur. A défaut de résolution amiable du litige, seuls les tribunaux français sont compétents. La Société informe le Client que conformément à l'article 14 du Règlement (UE) n°524/2013, la Commission Européenne a mis en place une plateforme de Règlement en Ligne des Litiges, facilitant le règlement indépendant par voie extrajudiciaire des litiges en ligne entre consommateurs et professionnels de l'Union européenne. Cette plateforme est accessible au lien suivant : <https://webgate.ec.europa.eu/odr/>.